



## **COMMUNIQUÉ DE PRESSE**

### **Conférence sociale : des premiers reculs à confirmer grâce à la mobilisation sociale**

Conformément à ses engagements, le Premier ministre a reçu ce jour les organisations syndicales et patronales pour une « Conférence du dialogue social », confirmant ainsi les propos de son discours de politique générale qui placent le dialogue et la démocratie sociale aux cœurs des enjeux sociaux, économiques et environnementaux de la période.

Sur la forme, la CGT note un changement de méthode et une meilleure considération des organisations syndicales comme actrices incontournables sur les sujets du travail, de l'emploi des jeunes, de la lutte contre le chômage et de la relance de l'économie.

Sur la méthode de travail présentée, la CGT prend acte avec satisfaction des engagements du Premier ministre concernant les projets de réformes de l'Assurance Chômage et des retraites. Au-delà d'un « simple » report de calendrier, c'est le contenu même de ces réformes qui sera ouvert à discussions/négociations.

Assurément, les mobilisations sociales de 2019 et 2020 ont lourdement influencé ce choix politique qui n'est en rien du seul fait de la crise sanitaire. C'est bien la démonstration que seul le dialogue social conjugué à un rapport de force permet des avancées pour le monde du travail.

La construction inédite de réunions de « suivi et d'évaluation » au plan national et en territoire est aussi à saluer. Les organisations syndicales territoriales auront en ce sens un rôle prépondérant.

La CGT s'inscrira dans l'ensemble des rendez-vous nationaux comme en territoire et organisera, autant que de besoin, les mobilisations sociales les plus larges afin de réellement peser sur chacun des dossiers.

Mais ces premières avancées ne peuvent cacher l'obstination gouvernementale et patronale qui considère le salaire comme l'ennemi de l'emploi.

Le Premier ministre refuse toute augmentation du smic et des minima sociaux ! Avec en plus un patronat bien plus prompt à recevoir des aides et des exonérations sans contreparties, à verser des dividendes aux actionnaires qu'à augmenter les salaires, le retour à la croissance via la consommation des ménages est impossible.

Plus que jamais, la mobilisation sociale doit se faire entendre pour une politique publique d'investissement, pour l'emploi, pour les salaires et la diminution du temps de travail, pour notre système de protection sociale et nos retraites... C'est tout le sens de l'appel à la mobilisation et à la grève du 17 septembre prochain !

Montreuil, le 17 juillet 2020